

https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/05/11/sous-le-couvert-de-l-objectivite-l-observatoire-de-l-immigration-et-de-la-demographie-pratique-une-selection-biaisee-des-donnees-pour-nourrir-un-discours-alarmiste_6688115_3232.html?search-type=classic&ise_click_rank=3

« L’Observatoire de l’immigration et de la démographie pratique une sélection biaisée des données pour nourrir un discours alarmiste »

Tribune

Collectif

Un collectif d’universitaires spécialistes des migrations alerte, dans une tribune au « Monde », sur les méthodes de l’OID qui leur semblent relever d’un projet politique bien davantage que d’une analyse scientifique.

Nous, chercheuses et chercheurs spécialistes des questions migratoires, membres de l’Institut Convergences Migrations-CNRS (ICM), acteurs du monde académique, tenons à alerter sur les dangers d’une instrumentalisation croissante de la science à des fins idéologiques. Sur un sujet aussi sensible politiquement que celui des migrations, la vigilance s’impose. [L’Observatoire de l’immigration et de la démographie \(OID\)](#), dont le directeur Nicolas Pouvreau-Monti publie *Immigration : mythes et réalités* [Fayard, 288 pages, 21,90 euros], se présente comme un acteur « rationnel et dépassionné », revendiquant « rigueur scientifique et indépendance politique ».

Pourtant, son site Web révèle une stratégie de flou délibéré : nulle part n’y sont précisés sa méthodologie, ses critères de validation ni ses orientations politiques, pourtant partisans. Son conseil scientifique ne compte aucun chercheur en poste en sciences sociales ou en démographie. On y trouve surtout des hauts fonctionnaires, d’anciens diplomates et des essayistes, dont les compétences relèvent davantage de l’action publique que de la recherche. Cette ambiguïté n’est pas anodine : en évitant de se revendiquer explicitement comme « scientifique », l’OID échappe aux exigences de transparence et d’évaluation par les pairs, tout en empruntant les codes de la science (chiffres, graphiques, références aux institutions statistiques) pour légitimer ses prises de position.

Sous le couvert de l’objectivité, l’OID pratique une sélection biaisée des données – privilégiant les chiffres absolus aux proportions, isolant des tendances sans contexte historique ou comparatif –, une interprétation orientée des statistiques – omettant les nuances, exagérant les ordres de grandeur – et une généralisation abusive de cas particuliers pour nourrir un récit alarmiste.

Ainsi, une note de 2023 affirme que la France serait « le deuxième pays de l’UE le plus attractif pour les migrants derrière l’Allemagne », en s’appuyant sur des chiffres absolus de demandes d’asile. Pourtant, une analyse proportionnelle – règle d’or en démographie –, qui correspondrait ici au nombre de demandes par habitant, place la France au 12^e rang sur la décennie 2014-2024, loin derrière des pays comme la Suède, l’Allemagne ou l’Autriche.

[Concernant l'aide médicale de l'Etat \(AME\)](#), l'OID présente ce dispositif [comme un « appel d'air » migratoire](#), sans jamais mentionner les nombreuses études démontrant que les décisions migratoires sont principalement guidées par l'existence de réseaux familiaux dans le pays de destination, et non par la générosité des systèmes de protection sociale ; ni que l'Allemagne, dépourvue d'équivalent à l'AME, accueille bien davantage de demandeurs d'asile que la France. Ces omissions ne relèvent pas d'une erreur de bonne foi, mais d'une volonté de manipuler l'opinion en exploitant l'émotion plutôt que la raison.

L'OID publie régulièrement des notes truffées de chiffres, comme pour mimer la rigueur académique. Pourtant, ces données sont systématiquement sorties de leur contexte et interprétées à l'aune d'un a priori idéologique. « *Il faut contrôler efficacement les flux migratoires* », peut-on lire sur son site. La conclusion précède l'analyse, ce qui est l'exact inverse de la démarche scientifique.

Offensive plus large

La science n'est pas une opinion : elle se construit par l'accumulation de données, la confrontation des hypothèses et le respect des règles déontologiques. Or, l'OID refuse la transparence sur ses financements, notamment par des acteurs privés aux positions idéologiques marquées, publie des notes anonymes et cultive l'ambiguïté entre expertise et militantisme. Ses propositions – comme la remise en cause des conventions internationales sur l'asile ou sur les droits humains – relèvent d'un projet politique, non d'une analyse scientifique.

L'OID ne se contente pas de produire des analyses biaisées : il discrédite systématiquement la recherche publique, qualifiant les scientifiques de « militants » ou de « gardiens d'une doxa ». Cette rhétorique, reprise par certains médias, vise à inverser les rôles : ce ne serait plus l'OID qui instrumentalise les chiffres, mais les universitaires qui imposeraient leurs vues. Elle s'inscrit dans une offensive plus large contre la crédibilité des savoirs académiques, observable dans d'autres domaines : climatologie, épidémiologie, études de genre, histoire coloniale... Ses dirigeants, formés auprès d'organisations comme le Center for Immigration Studies, lié à l'extrême droite américaine, reproduisent localement des stratégies éprouvées de délégitimation des chercheurs et de leurs travaux.

Lire aussi la tribune | Article réservé à nos abonnés [« L'ignorance sur la question de l'immigration exacerbe les crispations identitaires et les attitudes racistes »](#)

Lire plus tard

Face à cela, l'ICM, qui rassemble plus de 700 chercheuses et chercheurs en sciences sociales, humaines et de la santé, fondé, après évaluation par un jury international, sur un consortium de huit établissements publics à caractère scientifique et technologique et de laboratoires de recherche, incarne une démarche radicalement différente : transparence des méthodes, pluralité des approches, évaluation par les pairs et publications en libre accès. Nos travaux, discutés dans des espaces scientifiques collégiaux visent à éclairer les dynamiques migratoires dans toute leur complexité, sans occulter les défis et sans céder à la simplification ni à la stigmatisation. Reconnus internationalement, ils constituent une expertise légitime pour accompagner le débat public et les décideurs politiques.

En réponse à ceux qui, sous le couvert de l'objectivité, cherchent à imposer des contre-vérités au service d'un agenda politique, nous réaffirmons notre attachement à une recherche

indépendante, critique et engagée pour le bien commun. Nous appelons l'ensemble de la communauté académique – et, au-delà, tous les citoyens attachés à la raison – à résister à l'instrumentalisation par des pseudo-scientifiques et à défendre les espaces où le savoir peut s'élaborer librement, sous l'évaluation continue des pairs et à l'abri des pressions idéologiques. La démocratie a besoin de faits, pas de fictions.

Mérodie Beaujeu, chercheuse associée à Sciences Po et cofondatrice du collectif Desinfox-Migrations ; **Annabel Desgrées du Lou**, directrice de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) ; **Flore Gubert**, directrice de recherche à l'IRD et directrice adjointe de l'ICM ; **François Héran**, professeur au Collège de France ; **Adelina Miranda**, professeure à l'université de Poitiers ; **Antoine Pécoud**, professeur à l'université Sorbonne Paris-Nord ; **Swanie Potot**, directrice de recherche au CNRS ; **Hillel Rapoport**, professeur à l'École d'économie de Paris et à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne ; **Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky**, professeure à l'Institut national des langues et civilisations orientales et directrice de l'ICM ; **Patrick Simon**, directeur de recherche à l'Institut national d'études démographiques ; **Hélène Thiollet**, chargée de recherche au CNRS. [Retrouvez ici la liste complète des signataires.](#)

Collectif